

L'avenir de la France ? Parlons-en autrement !

Si l'on songe à l'état de la planète, aujourd'hui à nouveau menacée par des famines à grande échelle induites par la dominance d'un marché soumis aux intérêts immédiats d'un capitalisme mondial essentiellement financier et spéculatif, on peut être tenté de penser qu'il n'y a rien de mieux à faire que de se mobiliser entièrement sur cette cause. Si l'on pense à la lourdeur et à l'aggravation des inégalités au sein de notre propre pays, on peut de même se dire qu'il n'est pas de meilleur combat que d'essayer par tous les moyens de contrecarrer cette tendance. Encore faut-il se donner les moyens de passer, dans l'un ou l'autre cas, des intentions aux actes.

Le rôle d'une revue comme *Diasporiques* s'inscrit dans un registre complémentaire. Ceci ne remet nullement en question les priorités ci-dessus évoquées mais renvoie simplement au fait que, selon la formule traditionnelle, *l'homme ne vit pas que de pain*. « Faire société » est un mot d'ordre qui en appelle d'abord à lutter contre les disparités entre les hommes mais qui n'en concerne pas moins toutes les autres dimensions de la vie en commun, en l'occurrence *l'ensemble* des principes que la Constitution exprime globalement en quelques mots clés : la France est « *une république indivisible, laïque, démocratique et sociale, dont la devise est : liberté, égalité, fraternité* ».

Or le pacte républicain est aujourd'hui subrepticement ou ouvertement remis en question à divers titres. Mentionnons quelques-unes seulement de ces atteintes. Celles qui ont trait à la *laïcité* ont été largement commentées dans le numéro précédent de la revue ; si le président n'en a apparemment pas « rajouté » au cours des dernières semaines, d'autres l'ont fait à sa place, dont la ministre de l'intérieur soucieuse, dit-elle, « d'intégrer la foi » dans les grands débats d'éthique (voilà qui promet pour la révision, prévue en 2009, des lois de bioéthique !). S'agissant de la *démocratie*, on ne sait pas encore, à l'heure où est rédigé cet éditorial, ce que seront les mesures constitutionnelles retenues pour renforcer encore le caractère présidentiel et en fait monarchique – au sens étymologique du mot – du régime mais on ne peut guère douter qu'il soit dans les intentions de l'Élysée d'aller dans cette direction. Quant aux atteintes à la *liberté* et à la *fraternité*, elles vont se multipliant, notamment au travers du

redoublement des contrôles « au faciès », des internements dits administratifs et des expulsions arbitraires, de l'intensification de l'usage des fichiers de toute nature et du renforcement systématique de l'appareil punitif au détriment de l'appareil éducatif.

PRÉPARER D'AUTENTIQUES ALTERNATIVES IDÉOLOGIQUES

Comme il est hélas logique dans un pays désormais contraint par les règles dans lesquelles il s'est laissé enfermer de choisir périodiquement un « chef » de l'État plutôt que des orientations politiques, à près de quatre ans de la future échéance présidentielle celle-ci occupe déjà le devant de la scène. Conscients de cette dérive, ne nous détournons pas pour autant du débat d'idées qui est le vrai ferment de la démocratie.

Le précédent numéro de *Diasporiques/Cultures en mouvement* avait pour dominante politique la reconnaissance de la diversité constitutive de la France ; celui-ci a pour thème central la question de l'identité. « L'identité » relève de choix individuels articulés sur la multiplicité des faits de culture – eux par essence collectifs – dont nous sommes imprégnés. Cette « articulation » est au cœur de notre réflexion. Le respect de la liberté individuelle de choix – qui est l'expression première des « droits de l'homme » – n'interdit en rien de poser la question du conditionnement de ces choix par les facteurs collectifs constitutifs de notre société. C'est au contraire une bonne façon de reconnaître l'importance du contact avec « l'autre » – avec tous les autres – dans l'affirmation de ce que l'on est soi-même. C'est aussi la clé de la construction d'une collectivité humaine qui, consciente de la diversité de ses composantes culturelles, n'accepte pas qu'elles s'isolent les unes des autres mais cherche au contraire à les « intégrer » dans un ensemble aussi harmonieux que possible. Or cet enrichissement réciproque est à notre portée si nous avons la volonté politique de l'adopter comme l'un des objectifs centraux de l'évolution de notre pays. Et cette attitude d'esprit serait également une façon porteuse d'avenir de poser la question de l'évolution de la Communauté européenne par rapport aux tentations récurrentes et passéistes de mise en valeur préférentielle de son enracinement dans certaines de ses composantes religieuses. ☉